

Les intérêts français en Turquie, il serait plus difficile, en vérité, de dire où ils ne sont pas que de chercher où ils sont, tant, par l'activité de ses nationaux et de ses protégés, par ses capitaux, son commerce et son industrie, par l'éclat de son histoire, le prestige de son passé, sa civilisation, sa langue, ses traditions politiques et militaires, ses écoles, son Protectorat catholique, la France est intimement mêlée à la vie de l'Empire ottoman. L'administration de la Dette, qui tend, de plus en plus, à devenir le véritable ministère des finances ottomanes et qui centralise à peu près tous les revenus indirects de l'Empire, a aujourd'hui pour directeur un Français. La Dette occupe une armée qui était déjà de 7.000 employés avant que la majoration de 3 pour 100 des droits de douane ajoutât ce service à tous ceux qui sont déjà dans sa dépendance ou sous son contrôle. C'est surtout grâce au gouvernement et aux banquiers français que la dette ottomane a pu être unifiée à 4 pour 100, et que les finances de l'Empire et son crédit sont restaurés. La plupart des emprunts de l'Etat ont été émis et souscrits en France. La Banque ottomane, rouage essentiel de la vie économique de la Turquie, est une institution franco-anglaise dont presque toutes les actions sont aujourd'hui entre des mains françaises et dont le directeur est et ne saurait manquer de rester un Français. Elle participe à presque toutes les bonnes affaires qui se créent dans l'Empire ; elle est le principal instrument de la mise en valeur de ses richesses, et son activité ne peut que s'accroître. Il faudrait de longues pages pour relater toutes les affaires entreprises par des Français ou dans lesquelles ils ont une participation. Le réseau de Smyrne-Cassaba et prolongements, celui de Jaffa à Jérusalem, les lignes de Syrie (Damas-Hamah-